Gouvernance

PFITZER Norbert, OSER Peter (eds), Deutscher Corporate Governance Kodex. Ein Handbuch für Entscheidungsträger / SANDER Marco, Moderne Kommunikationsformen im deutschen und europäischen Gesellschaftsrecht

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/3961>

DOI : 10.4000/rea.3961

ISBN : 978-2-8218-0826-3

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2004

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

« Gouvernance », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 65 | mars 2004, mis en ligne le 29 octobre 2009, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/3961> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rea.3961>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© CIRAC

Gouvernance

PFITZER Norbert, OSER Peter (eds), **Deutscher Corporate Governance Kodex. Ein Handbuch für Entscheidungsträger** / SANDER Marco, **Moderne Kommunikationsformen im deutschen und europäischen Gesellschaftsrecht**

RÉFÉRENCE

PFITZER Norbert, OSER Peter (eds), **Deutscher Corporate Governance Kodex. Ein Handbuch für Entscheidungsträger**, Schäffer Poeschel Verlag, Stuttgart, 2003, 528 p.
SANDER Marco, **Moderne Kommunikationsformen im deutschen und europäischen Gesellschaftsrecht**, Peter Lang, Francfort/Main, 2003, 240 p.

- 1 Dans le cadre de la modernisation de la place financière allemande, la réglementation en matière de gouvernance d'entreprise avait elle aussi été modifiée. Un volumineux manuel pratique à destination des managers (PFITZER) détaille les nouvelles dispositions, contraignantes pour les seules sociétés par actions, tout en relevant les points litigieux. L'un des objectifs-clefs du nouveau Code de gouvernance est la transparence. Mais le droit des sociétés n'est-il pas en retard sur l'évolution des moyens de communication et d'information ? Car ceux-ci, et surtout Internet, ont considérablement modifié la gouvernance de toutes les entreprises, créant un vide juridique considérable en droit national et européen, explique dans sa thèse l'avocat fiscaliste M. SANDER. (IB)